



1998-2018

VINGT ANS AU SERVICE DE LA LUTTE CONTRE LA DÉSSERTIFICATION

La route est déjà longue de vingt années depuis la naissance du CARI en 1998. C'était à l'initiative de quelques fondateurs qui partageaient l'utopie que le mauvais sort fait aux terres partout dans le monde valait leur engagement. Plus spécifiquement, les terres arides qui couvrent 40% de la surface émergée de la planète, concentrent plus de 20% de la pauvreté mondiale et où vivent près de deux milliards d'humains, sont les plus déshéritées !

En pionniers, les fondateurs du CARI étaient convaincus que leurs efforts avaient quelques chances de contribuer utilement à améliorer le présent et l'avenir de populations frappées par des situations de désertification ou de terres dégradées, situations dans lesquelles elles n'avaient aucune responsabilité. L'histoire nous le rappelle partout, les terres dégradées conduisent souvent à des vies dégradées et celles-ci enfantent les instabilités et les insécurités de toute nature. En 2018, l'Europe comprend elle-même qu'elles en sont les conséquences en termes d'instabilités, très loin des territoires des causes premières.

Ces fondateurs avaient en commun la fibre du développement rural et de l'écologie, où la terre joue le rôle central des trajectoires de développement. Ils pensaient que le sort d'une grande partie de l'humanité reste lié à la terre et aux ressources naturelles, et cela pour un temps long, même si on feint de toujours l'ignorer.

Si certains des fondateurs du CARI ne sont plus, l'esprit demeure vivace et est progressivement partagé avec une équipe de jeunes gens constituée et formée au cours du parcours. Cette jeune équipe en est aujourd'hui la structure permanente.

20
ans



2013 - Délégation Drynet à la COP Désertification de Windhoek en Namibie

AGIR ET MOBILISER, L'OBSESSION DE TENIR LES DEUX BOUTS DE LA CHAÎNE

Pendant ces vingt années, en empruntant des chemins parfois difficiles, le CARI a bataillé pour son autonomie de pensée, de fonctionnement, d'action et même de localisation. Le CARI s'est installé dans un village, favorisant ainsi les premiers emplois. Il a choisi de concentrer ses efforts sur des sujets longtemps restés orphelins, comme la lutte contre la désertification et la dégradation des terres, l'agroécologie, la sauvegarde des oasis... Il a opté délibérément pour un mode d'action participatif et décentralisé. Il a également choisi d'appliquer le principe de subsidiarité dans ses projets au Sud.

Pendant qu'il s'engageait dans des partenariats de terrain sous diverses latitudes, le CARI a voulu faire entendre sa voix singulière et celle de ses partenaires dans les plus hautes instances de négociation internationale. Et ceci en portant avec détermination le message de l'agroécologie comme un outil performant au service des agricultures durables en terres arides et au profit de la lutte contre la pauvreté.

De grands chantiers ont jalonné ce parcours atypique dont la singularité est de mener l'action

aux deux extrêmes : agir sur le terrain au plus près des réalités locales avec les paysans acteurs de base, et mobiliser au plus haut niveau de la prise de décision politique et des orientations publiques nationales et internationales. Ce grand écart est une posture résolument responsable et à la hauteur des enjeux. Alors que les formes d'intervention ont été variées autant dans les pays que dans les foras internationales, « tenir les deux bouts de la chaîne » a souvent été un avantage, mais toujours un défi compte tenu de la taille modeste du CARI. Il a ainsi acquis une certaine considération auprès de nombreux interlocuteurs : organisations de la société civile ; pouvoirs publics, notamment français, des ministères de l'écologie et de l'agriculture au ministère des affaires étrangères, Agence Française de Développement ; organisations internationales des Nations Unies, comme la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, le Mécanisme Mondial ; FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), IUCN (Union internationale pour la conservation de la nature) ; bailleurs de fonds de l'aide publique au développement, comme le Fonds Français pour l'environnement mondial, l'Union Européenne ou le Fonds pour l'environnement mondial. Le CARI siège

également à plusieurs conseils d'administration d'organisations telles que le réseau international Drynet, Agropolis International, Occitanie Coopération ainsi que l'organisation inter-Etats Observatoire du Sahara et du Sahel, sans compter les projets dans lesquels il fait partie de la gouvernance.

LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LA LUTTE CONTRE LA DÉSSERTIFICATION : UNE RENCONTRE ET UN CADRE D'ACTION FAVORABLE

Très tôt, le CARI a trouvé dans l'accréditation auprès de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) un cadre international faisant écho à ses préoccupations fondatrices et implicitement favorables à l'agroécologie et à la participation de la société civile.

Comme pour les autres accords multilatéraux de l'environnement, la spécificité de cette Convention est de comporter des engagements communs à la fois du pays d'implantation du CARI (la France et de l'Union Européenne) en même temps que des autres pays du Sud où le CARI développe ses actions. Il y a fait valoir sa capacité de peser sur les orientations politiques et les engagements et d'agir pour la lutte contre la désertification. Par exemple, le CARI a contribué à la stratégie française de lutte contre la désertification approuvée en 2007 et a collaboré de manière constante avec le Comité Scientifique Français de la Désertification (CSFD). Cette collaboration a permis de faire vivre un axe souvent déficient que sont les

échanges entre les organisations de la société civile et les scientifiques. L'accréditation du CARI à cette Convention suivie quelque années plus tard par l'accréditation à la Convention Cadre sur le changement climatique ont été des étapes cohérentes avec ses choix initiaux.

LA FORCE D'UNE ACTION PORTÉE SUR DES TERRAINS DIFFICILES, SOUVENT ÉLOIGNÉS ET NÉGLIGÉS

Ses engagements sont menés depuis 1999 sur des terrains difficiles comme la région administrative de Kidal au nord du Mali, les régions oasiennes au sud des pays du Maghreb en Algérie, en Tunisie, au Maroc et en Mauritanie, et la bande la plus sahélienne d'Afrique de l'Ouest au Niger, au Tchad, au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal. Toutes ces régions ont des difficultés de même ordre. Elles se situent dans des espaces soumis à la désertification et à la dégradation des terres, ainsi qu'aux multiples impacts des instabilités qui conduisent à un cercle vicieux. Ces instabilités sont en partie liées aux grands espaces intérieurs souffrant de faiblesses de gouvernance, et fréquemment d'insécurité, de trafics, de forte natalité, etc. Comme toujours, les populations pauvres en sont les premières victimes, et ceci fonde une des raisons de la présence du CARI dans ces espaces. Travailler avec ces territoires, c'est accepter le cumul des difficultés, et même un paradoxe : le désintérêt des uns et la tentative de mainmise des autres, comme l'illustre la région de Kidal au Mali depuis l'irruption des mouvements islamistes et les suites de la déstabilisation de la Lybie.





2007 - Bergère de la région du Mont Bagzam au Niger

Le CARI s'est engagé en soutien à l'initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel sous l'égide de l'Union Africaine. Avec le Réseau Sahel Désertification (ReSaD), il a réalisé un appui au renforcement des capacités auprès de collectivités locales au Mali, au Niger, au Tchad, au Sénégal et en Mauritanie. Il considère que l'Initiative de la Grande Muraille Verte a un important potentiel et une cohérence sous-continentale, climatique, écologique et socio-économique à condition de pouvoir relever l'immense défi de la totalité du pourtour saharien aujourd'hui confiné dans une série de culs de sacs marginalisés.

L'AGROÉCOLOGIE, UNE EXPERTISE ÉPROUVÉE

Dans les années 1990, les fondateurs du CARI étaient pour la plupart des pionniers de l'agriculture biologique et de l'écologie en France et en Europe. Le CARI compte toujours dans son conseil d'administration des personnalités de référence de l'agroécologie : auteurs, professeurs confrenciers pédagogues, paysans. Ils ont été parmi les initiateurs de la première formation en agroécologie des régions chaudes en Europe dès 1992, formation menée au CIEPAD (Carrefour international d'échanges et de pratiques appliquées au développement) en lien avec le CNEARC (Centre national d'études agronomiques des régions chaudes) et soutenue par l'Union

européenne. Les nombreux participants africains ou européens en ont essaimé les contenus à travers de nouvelles formations, des appuis techniques ou des installations agricoles.

L'approche agroécologique reste au CARI un outil approprié à l'indispensable transition agricole. L'association la met en œuvre dans les missions de formation et d'appui technique aussi bien en Afrique, qu'en Palestine ou en Ukraine. Des études toujours plus nombreuses confirment cette posture et le symposium tenu à la FAO en avril 2018 l'affirme : l'agroécologie est aujourd'hui une injonction internationale. A ses avantages locaux directs de sécurité alimentaire et de maintien des patrimoines nourriciers, sont venues s'ajouter des motivations plus vastes liées aux dégradations massives des ressources naturelles ou au changement climatique, qui engendrent des instabilités majeures. L'agroécologie y apporte une réponse locale en luttant contre la pauvreté et en étant à même de stocker le carbone dans le sol. Cependant, dans ce domaine, les experts du CARI ont toujours souhaité garder l'équilibre entre propositions techniques réalistes et postures simplificatrices voire idéologie. Il s'est d'ailleurs engagé dans un processus de formalisation de méthodes d'évaluation des pratiques agrécologiques.

UNE RENCONTRE SYMBOLIQUE AVEC LES OASIS

La sauvegarde des oasis s'est rapidement imposée au CARI comme une des urgences des zones arides. Les agroécosystèmes oasiens, construits patiemment dans des environnements extrêmes, sont des exemples de l'intelligence humaine dans son rapport à la gestion des ressources naturelles limitées sur un espace réduit et souvent climatiquement hostile. Elles sont un lieu unique d'ancrage humain sur la ligne de front de la désertification. Icônes dans la représentation du bien-être, les oasis sont aussi un patrimoine de l'humanité et ont des leçons à transmettre, aussi bien écologiques et agronomiques que sociales. Elles sont pourtant menacées dans leur survie à la fois par le changement climatique et par les impacts de la mondialisation.

Le CARI a introduit l'agroécologie oasienne dès 1995 dans les territoires oasiens de la frange sud et sud-est du Maroc, en lien avec l'Agence pour la Promotion le Développement Economique et Social des Provinces du Sud du Royaume et avec la Direction de l'aménagement du territoire du Maroc. Entre autres techniques, le broyage et le compostage des feuilles de palmier pour améliorer la gestion des sols initialement testées et développées en Tunisie dans l'oasis de Chenini Gabès. Elles ont d'ailleurs été reprises par les politiques publiques dans ces pays et soutenues par des bailleurs internationaux.

En 2002, au Sommet de la Terre à Johannesburg, l'ONG et ses partenaires du RADDO (Réseau associatif de

développement durable des oasis) ont été lanceurs d'alerte sur la question des oasis. Le sujet sera finalement porté dans la déclaration de Rio 2012 « L'avenir que nous voulons », conférant ainsi au CARI une part indéniable de paternité dans la reconnaissance de la cause oasienne dans le monde. Elle s'est d'ailleurs traduite au cours de la Conférence des Parties sur le changement climatique à Marrakech (COP22 en 2016) par l'Initiative Oasis Durable lancée par le Maroc.

POÉSIE, DESSIN DE PRESSE, HUMOUR... DES ALLIÉS QUI PERMETTENT UN REGARD DÉCALÉ À CÔTÉ D'OUTILS PLUS CLASSIQUES POUR CONVAINCRE

Dans les années 2000, le CARI a développé en compagnie de créateurs inspirés divers documents de sensibilisation originaux. C'est par exemple l'almanach « Vivre en Terre aride » composé de dessins réalisés sur place avec les enfants des grands nomades dans l'Adrar des Iforas au Mali. C'est aussi une exposition mobile « Oasis en Vie », un jeu de cartes coopératif « Sauvons l'oasis », ou encore une émission de télévision française dans la série « C'est pas Sorcier » sur les oasis. Ce sont enfin plusieurs concours internationaux de dessins de presse sur le thème « terre et le climat » réunissant de nombreux dessinateurs originaires d'une cinquantaine de pays et dont les meilleures œuvres sélectionnées ont été exposées en divers lieux publics à Montpellier, Strasbourg ou Ordos (Chine), comme elles ont été publiées dans un recueil en lien avec des poèmes.



2007 - Formation en agroécologie au Mali

A destination des professionnels et négociateurs des conférences des Parties (COP), le CARI a publié en 2003, lors de la COP9 à Cuba, un ensemble de documents en trois langues « Désertification et Société civile, repères pour comprendre et agir » dans le cadre de la Convention Désertification. Ces documents, plusieurs fois actualisés, ont été largement plébiscités y compris par les délégations des pays. Des cartes postales humoristiques sur certains sujets des négociations ont été produites et diffusées comme outil de plaidoyer lors de différentes COP.

De manière plus formelle, et dans le cadre du Groupe de Travail Désertification (GTD) composé d'organisations non gouvernementales françaises, le CARI a coordonné plusieurs documents sur la transition agroécologique et sur l'action qui nourrit le plaidoyer. Enfin, l'association intervient régulièrement avec ces outils spécifiques dans des formations étudiantes, dans des conférences, dans des contributions à des publications et médias. Depuis 2017, il développe d'ailleurs un centre de ressources dédié à la lutte contre la désertification proposant plusieurs milliers de références (annuaire et publication).

UNE SOCIÉTÉ CIVILE ORGANISÉE EN RÉSEAUX D'ACTEURS POUR MIEUX PESER

Les actions menées sur le terrain en matière de lutte contre la désertification, fussent-elles pertinentes localement, se heurtent souvent à des environnements et à des jeux d'acteurs complexes qui freinent leur développement ou menacent leur pérennité. Dans ce contexte, le CARI estime que seule la société civile, à la condition qu'elle soit organisée, est en mesure de faire bouger les lignes et de créer un environnement plus favorable. C'est ce qui a conduit le CARI à prendre l'initiative de structurer les engagements via des regroupements d'acteurs et de tenter de susciter une action plus organisée et unifiée capable d'être partie prenante et interlocuteur. C'est ainsi qu'en 2001 en France est né à son initiative le Groupe de Travail Désertification. Il regroupe une quinzaine d'organisations non gouvernementales françaises comme pierre angulaire d'une construction progressive en réseaux d'acteurs du national au mondial.

Les initiatives ultérieures du CARI ont permis de donner naissance à d'autres réseaux : en 2001, le Réseau associatif de développement durable des oasis (RADD0) dans quatre pays du Maghreb ; en 2006 l'eniD (European networking initiative on Desertification), réseau européen d'acteurs impliqués dans la lutte contre la désertification ; en 2007, Drynet, réseau intercontinental des

organisations de la société civile accréditées à la Convention Désertification ; en 2011 le Réseau Sahel Désertification (ReSaD) au Mali, au Burkina Faso et au Niger, associant le GTD sous forme de quatre plateformes d'organisations de la société civile. En 2017, le CARI est cofondateur du Groupe de travail sur les transitions agroécologiques (GTAE), en association avec trois organisations non gouvernementales françaises (AVSF, Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières ; GRET, Groupe de recherche et d'échanges technologiques ; Agrisud International).

Tous ces mouvements où le CARI a joué un rôle moteur, sont une preuve d'une belle vitalité aussi bien sur le terrain que dans le plaidoyer et sur internet. Progressivement l'ONG s'est forgée une expertise toujours en progrès sur l'ingénierie de réseaux ou, plus simplement dit, sur la capacité de s'organiser collectivement alors que le chacun pour soi est la règle. Cependant, elle constate chaque jour que les tâches de dynamiser, animer, faciliter, coordonner sont complexes et s'intègrent dans un espace interculturel qui demande de la diplomatie, de la reconnaissance et de la confiance mutuelle. Cela ne va pas de soi, malgré la mondialisation, dans un contexte Nord-Sud où les blessures de l'histoire des peuples sont loin d'être entièrement refermées.

UN TRAVAIL OBSTINÉ EN ARTISAN DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Le CARI a commencé très modestement en 1998 dans des locaux vacants généreusement

mis à disposition par des élus engagés du canton de Saint-Martin-de-Londres et du village de Viols-le-Fort, dans le département de l'Hérault, avec un soutien modeste mais continu du département. Le CARI s'est construit de manière volontariste et bénévole, sans dotation de fonctionnement, en premier lieu sur l'engagement partagé et les moyens propres de ses fondateurs.

Le conseil d'administration a vu quatre présidents, plusieurs vice-présidents et membres apporter leur énergie et leur expérience très diversifiées. Chacun d'entre eux a enrichi l'association de sa sensibilité propre. Les présidences marquées par Françoise Boutonnet et son énergie militante, Hubert Gavoty et son expérience d'homme de la terre, Gérard Garcia et son exigence d'entrepreneur en communication, Alain Leplaideur et son expertise du développement, ont chacune permis une construction originale, avec toujours à cœur de maintenir vivants les axes fondateurs et la difficile dimension associative dans une organisation vouée à se professionnaliser.

A partir du seul engagement bénévole à l'origine, une équipe de permanents a pu être constituée avec désormais six salariés, cinq volontaires internationaux dans cinq pays et deux jeunes en service civique. L'évolution du CARI s'est patiemment construite sur des compagnonnages progressifs, à partir de contrats aidés notamment via le dispositif « emplois jeunes » : deux d'entre eux en premier emploi qu'il a d'abord fallu former, mais désormais devenus cadres au CARI.

Après avoir été tout à tour bénévole fondateur, coordinateur, directeur et désormais président,





2017 - Femmes oasiennes du sud tunisien, oasis de Chenini Gabès

je me suis dès le début engagé en artisan dans cette tâche de construction d'une culture commune à laquelle je crois sans réserve, comme un fondement et un ferment dans la durée.

LA PASSION DE LA TERRE QUI NOURRIT COMPLICITÉS ET ALLIANCES

En vingt années, le CARI a découvert les multiples facettes et mieux compris tous les enjeux liés à la terre dans de nombreux pays, certains dans le cadre de projets dont il était partie prenante (Cap Vert, Cuba, Turquie, Corée du Sud, Jordanie, Argentine, Brésil, Chine, Bolivie, Egypte, Lybie, Grèce, Mexique, Afrique du Sud) et d'autres où il menait des activités sur le terrain (pays du Maghreb et de l'Afrique sahélienne).

Que de similitudes dès que l'on parle de la terre et du monde paysan ! Partout œuvrent en silence et avec détermination des artisans de la terre. Dans ce contexte se nouent des complicités à travers des engagements partagés, aussi bien à l'échelle des acteurs à la base, paysans et paysannes, militants, techniciens, qu'à celle de décideurs de haut niveau : ministres, responsables d'organisations internationales, leaders. Il en est de même avec les scientifiques avec lesquels une collaboration est indispensable.

Parce que la notion de relation de coopération est singulière, il faut souligner celle qui s'est établie successivement entre le CARI et les trois secrétaires exécutifs successifs de la CNLUCD : Arba Diallo, le promoteur visionnaire qui n'a jamais renoncé malgré l'indifférence et quelquefois la critique à propos d'un instrument jugé inopérant ; Luc Gnacadja, discret artisan et père du concept de neutralité en matière de dégradation des terres, aujourd'hui acté en tant que cible « 15.3 » du 15^{ème} objectif des Objectifs de développement durable ; Monique Barbut, qui a bousculé les codes en invoquant la finance privée et le passage à l'échelle... sans oublier leurs collaborateurs, avec lesquels, depuis 1996, la relation professionnelle était celle d'une complicité dans l'engagement. Dans la quête du CARI pour une participation effective de la société civile mieux structurée dans la Convention, ce contexte a été décisif pour emporter plusieurs décisions des Conférences des Parties (COP) successives. Par exemple, le CARI a été déterminant, avec l'aide de Carla Del Ponte, pour la décision de création d'un panel de représentation des organisations de la société civile dont j'ai assumé la première présidence : la pertinence de ce panel et l'évolution de son mandat au cours des années en ont fait un interlocuteur à part entière de cette convention.

UN ENGAGEMENT DEVENU UN MÉTIER, AINSI QU'UNE EXIGENCE PROFESSIONNELLE ET ÉTHIQUE LOIN DE L'AMATEURISME

Rien ne prédisposait le CARI à devenir la structure professionnelle qu'il est à ce jour, même si l'action a toujours été conduite avec la posture la plus professionnelle possible. Contrairement aux idées reçues, c'est en apprenant des autres que le CARI a acquis son expertise chaque jour remise en cause par des défis nouveaux sur des chantiers où peu osaient s'aventurer à la fois dans les enceintes internationales et sur le terrain. Ces défis se sont incarnés dans les exemples les plus variés, comme l'introduction de la fabrication de fromage de lait de chamelle chez les Tamasheks de l'Adrar des Iforas au Mali, la production et la mise en marché du premier henné biologique du sud du Maroc, le plaidoyer pour les terres arides porté au Global Risk Forum (GRF) de Davos, ou celui pour les oasis à la Commission des Droits de l'Homme aux Nations Unies à Genève. Mais aussi dans des initiatives originales du CARI comme l'organisation des Sommets des acteurs non étatiques Désertif'actions à Montpellier et à Strasbourg en 2006, 2015 et 2017, ou, derrière un masque porté à une tribune des Nations Unies à Madrid, une protestation remarquée pour la prise en compte de la parole de la société civile.

Jusqu'à ce jour étonnant de septembre 2011 où, cette fois-ci de manière officielle à la tribune de la 66ème Assemblée Générale des Nations Unies à New York, j'ai moi-même eu l'honneur

de porter la cause de la société civile et des terres arides devant les chefs d'Etat et de gouvernement réunis. Quelle expérience !

L'ARMÉE INVISIBLE DE TOUS LES « AUTRES » DANS LES ACTIONS DU CARI

Bien entendu, 2018 est avant tout le vingtième anniversaire du CARI partagé avec tous ceux qui, de près ou de loin, l'ont croisé et sont devenus des compagnons de route sous des formes individuelles, ou plus organisées en groupes de travail ou en réseaux d'initiatives. On ne fait rien tout seul. Parmi eux, les permanents devenus des cadres de l'association, témoignant ainsi de convictions partagées. Parmi eux, ces cadres et fonctionnaires des institutions publiques, notamment françaises, qui, à un moment ou un autre, ont choisi de faire confiance au CARI et ont osé composer avec lui cette « équipe de France de la lutte contre la désertification » que nous évoquons en plaisantant. Parmi eux aussi, les compagnons, époux, épouses et familles ou amis qui constituent bien souvent cette armée invisible obligée d'amortir les aléas de ces engagements toujours précaires dans la solidarité internationale associative.

La liste des noms étant trop imposante à citer, que tous trouvent ici notre profonde gratitude, et nos encouragements à poursuivre. « La lutte continue » aimait à dire Arba Diallo, premier secrétaire exécutif de la Convention Désertification.



LE DOUTE COMME MOTEUR ?

Avons-nous assez fait en vingt ans et le résultat vaut-il l'engagement ? Le CARI ne se donne-t-il pas simplement bonne conscience ? Quel est l'impact réel de son action ? Voici des questions légitimes souvent posées publiquement, mais aussi au sein de l'association. Dans l'intimité, elles hantent nos esprits et notre travail quotidien bien au-delà des comptes à rendre aux bailleurs. D'autant plus que les réponses sont difficiles à cerner.

Les urgences du monde rappellent chaque instant la justesse des engagements du CARI et de ceux, nombreux, qu'il a cherché à entraîner sur cette voie : les tensions sur les terres, l'eau, la biodiversité, les écosystèmes n'ont jamais été aussi fortes et peut-être à la limite du point de basculement pouvant engendrer la remise en cause de la vie terrestre. Les plus pauvres paient le prix le plus élevé dans l'accroissement des instabilités auxquelles le réchauffement climatique pourrait porter le coup fatal. Face à l'immensité des tâches en matière de lutte contre la désertification, de transition agricole et de sécurité alimentaire, de lutte contre la pauvreté en zone aride, l'action du CARI pourrait être vue comme dérisoire. Mais par son existence même, l'ONG est aussi la marque d'un refus de la fatalité.

Par l'aide précieuse et les solutions apportées pour ceux qu'il touche, le CARI est pour beaucoup un espoir et un ferment pour envisager un autre avenir possible.

La tâche nous paraît quelquefois impossible, mais qui pourrait en conscience nous reprocher d'essayer ?

Patrice Burger, Président du CARI

- TÉMOIGNAGE DES FONDATEURS -

Toute la Saga du CARI laisse peu entrevoir les sommes d'efforts, de travail, d'obstination, de compétences pour incarner cette aventure, et dès le premier jour en juillet 1998) lui donner une âme. Patrice Burger en a été l'acteur principal... quand il s'est agi du défi de recréer une structure afin de continuer à diffuser l'agroécologie à l'international, et surtout de ne pas abandonner nos partenaires du Sud : nous avons été un petit groupe à s'engager sans hésitation à ses côtés parce que c'était lui.

Nous tenons à souligner sa créativité, sa vision d'avant-garde pour faire évoluer le CARI tout au long de ces années qui ont été parfois très rudes avec un profil de self-made man, des capacités de lanceur d'alerte, une puissance de travail sans compter, un engagement à tous les niveaux, intellectuel, pratique, diplomatique, du courage pour aborder les institutions aux plus hauts niveaux, tout en étant habité par des convictions de porter la parole des plus faibles et des inconnus a fait... le tout faisant du CARI la base de ce qu'il est devenu désormais. Jusqu'à la mise en place d'une équipe plus jeune, recrutée, coachée et dont les compétences professionnelles nécessaires s'exercent aussi avec un engagement personnel au nom de valeurs qui nous réunissent tous, administrateurs, salariés, stagiaires et bénévoles.



Françoise Boutonnet
Présidente d'honneur
du CARI



Robert Morez
Administrateur du CARI,
consultant en agroécologie



Alain Catherine
Administrateur du CARI,
agriculteur à la retraite

Le CARI est une association de solidarité internationale qui intervient depuis 1998 auprès des **POPULATIONS RURALES** du pourtour saharien. L'association a une vocation d'aide au développement en appuyant **LA PETITE AGRICULTURE COMME REMPART AUX CRISES ALIMENTAIRES** et comme levier de développement. Ses actions sont principalement orientées vers la lutte contre la désertification et la dégradation des terres en zones arides.




20 ANS

10 PAYS

3 RÉSEAUX
D'ACTEURS DE
LA SOCIÉTÉ
CIVILE

Acteur de la société civile reconnu à travers les réseaux qu'il coordonne (GTD, ReSaD, RADD0), le CARI s'est positionné auprès de la Convention des Nations-Unies sur la Lutte contre la Désertification pour accompagner et faire entendre la voix des populations rurales en zones arides. Également impliqué dans des projets de terrain en matière de gestion durable des terres avec ses partenaires, le CARI tire sa force dans sa capacité à faire le lien entre les actions de développement dans les territoires, l'organisation des acteurs et l'interpellation des décideurs à différentes échelles.



Suivez-nous !   

Retrouvez toutes les actualités du CARI sur notre site :

www.cariassociation.org



Centre d'Actions et de Réalisations Internationales
12 rue du courreau, 34380 Viols-le-Fort, France
+33 (0)4 67 55 61 18 | contact@cariassociation.org
www.cariassociation.org

20
ans